

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 20 mai 2020, 11 h
À : Roy, Cecely (SPAC/PSPC); fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
CC : Bryan Blom; Elizabeth Lindsay; James Stott; Jean-François Létourneau; Lucie Brosseau; Martine Skelton; Media; Me'Shel Gulliver Bélanger; Rachel Lagacé; Sara Lacasse; Vivianne Soubhie
Objet : Pour l'approbation du CM – Réponse des médias – Niveau 1/COVID-19 – Fournisseurs d'équipement de protection individuelle et contrats/The Globe and Mail

Bonjour Cecely et James,

Pour votre approbation. La réponse proposée a été élaborée à partir de réponses préapprouvées. [Nouvelle information en violet.](#)

Charles,

Réponse aux médias

The Globe and Mail

Walsh, Marieke (The Globe and Mail)

Date de réception de l'appel : 15 mai 2020, 17 h 05

Date limite : 19 mai 2020 à 17 h (le journaliste souhaite toujours obtenir l'information)

Niveau 1 – COVID-19 – Fournisseurs d'équipement de protection individuelle et contrats

CONTEXTE (à titre d'information) :

Cette demande des médias a été transmise au Ministère par le Cabinet de la ministre. La journaliste a écouté l'intervention du sous-ministre lors de la séance du BEOG et cherche à obtenir plus de renseignements sur les fournisseurs d'équipement de protection individuelle et les contrats.

ÉNONCÉ DE VALEURS

Le gouvernement du Canada collabore de façon continue avec les provinces et les territoires afin de déterminer leurs besoins et d'acheter l'équipement, les fournitures et les services nécessaires pour lutter contre la COVID-19.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) adopte une approche agressive pour ces achats, en particulier en ce qui concerne les équipements de protection individuelle pour les travailleurs de la santé de première ligne. Notre approche consiste à :

- Passer des commandes en gros au nom des provinces et territoires;
- Ajouter à ces commandes des fournitures à disponibilité limitée qui sont en stock;
- Accroître la capacité de production nationale grâce au Plan canadien de mobilisation du secteur industriel pour lutter contre la COVID-19 qui est dirigé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Ces mesures s'ajoutent aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour assurer leur propre approvisionnement.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Q1. Pouvez-vous confirmer que M. Matthews parlait de la confidentialité liée à la sécurité nationale lorsqu'il a déclaré que la liste des fournisseurs internationaux d'EPI était gardée confidentielle pour des raisons de sécurité nationale?

Q2. Pouvez-vous me fournir une liste de toutes les entreprises qui ont reçu des contrats à fournisseur unique avec le gouvernement du Canada en lien avec la COVID-19 et quelle est la valeur de chacun de ces contrats? Pouvez-vous également me fournir une liste de tous les contrats signés par le gouvernement dans sa réponse à la pandémie de COVID-19, en précisant s'ils ont fait l'objet d'un appel d'offres ou s'ils ont été attribués à un fournisseur unique, ainsi que leur coût?

Q3. Pourriez-vous me dire à combien s'élèvent les contrats avec Medicom? J'aimerais savoir le coût par masque que le Canada a accepté.

Le gouvernement du Canada s'est engagé dans un effort sans précédent pour acquérir des fournitures et de l'équipement afin de garantir la sécurité et la santé de nos travailleurs de la santé de première ligne et de la population canadienne. Nous nous approvisionnons activement sur le marché mondial, tout en faisant face aux risques que représentent la fragilité des chaînes d'approvisionnement, la fluidité de la situation actuelle et la forte hausse de la demande.

Afin de protéger l'intégrité de nos processus de passation de marchés, ainsi que l'intégrité des chaînes d'approvisionnement mondiales, nous devons faire preuve de prudence en ce moment en ce qui concerne les renseignements que nous fournissons pour ne pas compromettre l'une de nos commandes.

Certains des achats effectués pour lutter contre la COVID-19 sont visés par une exception au titre de la sécurité nationale (ESN), ce qui signifie que de nombreux documents d'appel d'offres ne sont pas publiés sur le site Achatsetventes. Nous pouvons ainsi agir plus rapidement lorsque nous achetons des biens et des services pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens pendant cette pandémie. Des mesures d'assouplissement semblables pour les achats sont mises en place par d'autres pays en réponse à la COVID-19.

Toutefois, nous affichons sur Achatsetventes certains documents de sollicitation pour l'approvisionnement lié à la COVID-19, notamment dans les cas où nous devons élargir notre recherche d'information ou de sources d'approvisionnement. Par exemple, nous avons récemment publié une [demande de propositions pour des services logistiques](#) en réponse à la pandémie de COVID-19. Un autre exemple est l'[avis de projet de marchés pour des couvre-visages en tissu](#) que nous avons récemment publié au nom du ministère de la Défense nationale.

Nous avons également annoncé publiquement plusieurs contrats au cours des dernières semaines et nous continuerons à le faire. Nous fournissons également des renseignements sur notre réponse, par exemple en publiant [en ligne](#) des détails de nos commandes et de nos livraisons d'équipements de protection individuelle.

Dans le cas de Medicom, elle a été l'une des premières entreprises canadiennes à signer une déclaration d'intérêt avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Plan canadien de mobilisation du secteur industriel pour lutter contre la COVID-19.

Après avoir établi un lien avec nous par l'intermédiaire d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, nous avons depuis négocié avec succès un accord à long terme qui permettra à Medicom de produire 20 millions de respirateurs N95 et 24 millions de masques chirurgicaux par an pour le gouvernement du Canada, pendant les 10 prochaines années. [Le prix payé par masque est considéré comme faisant partie des renseignements commerciaux confidentiels et, à ce titre, ne peut être divulgué.](#)

La production étant lancée en juillet, le présent accord permettra de répondre aux besoins actuels et futurs.

